



FONCTION PUBLIQUE

EDUCATION

RETRAITES

POLITIQUE DE
STIGMATISATION

PRECARITE

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

COLECTIVITES
LOCALES

EMPLOI

SANTE

JUSTICE DES MINEURS

Fédération Syndicale Unitaire du Val de Marne

SNASUB, SNCS, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ,
SNPIEN, SNUAS-FP, SNU-CLIAS, SNUEP, SNUipp, SNUPDEN, UNATOS.

Bulletin n° 88

Mars Avril 2012

A quelques semaines d'échéances électorales, la FSU94 a demandé à rencontrer les fédérations des partis politiques républicains du département, afin de leur exposer nos principaux mandats et de rendre compte de la teneur des débats à nos adhérents. Seuls le parti de gauche et le parti communiste ont répondu présent à notre demande.

Les autres formations ne nous ont adressé aucune réponse...

Dans de nombreux secteurs, la lutte continue contre les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail. Dans notre département, ce sont 125 fermetures qui sont programmées dans le 1er degré, 8 postes dans les collèges qui accueilleront pourtant 800 élèves de plus!

Au niveau académique, 92 postes supprimés dans les lycées et 122 dans les LP. L'administration centrale va perdre 20 postes, le CIO de Villeneuve saint Georges va fermer...

Au-delà des élections présidentielles et législatives, nous savons que nos revendications ne pourront aboutir que par des mobilisations massives.

Catherine Anglesio



Elections présidentielles : indépendants mais pas neutres !

Fortement attachés à notre indépendance syndicale, nous prenons toujours nos responsabilités dès lors que sont proposés des choix de société à mille lieues de nos orientations et de nos valeurs, comme le sont les **orientations xénophobes et racistes des partis d'extrême-droite et de certains partis de droite.**

Aujourd'hui, nous sommes à la veille d'une échéance citoyenne majeure, l'élection présidentielle.

Depuis de nombreux mois maintenant, nous n'avons de cesse de dénoncer et de lutter contre la politique qui est menée depuis 5 ans, une politique de remise en cause des acquis sociaux, de baisse des salaires et d'attaque contre les services publics.

Dans la Fonction Publique Territoriale, la lutte contre l'emploi précaire et les bas salaires est un de nos axes revendicatifs majeurs. Or, les non-titulaires représentent encore 20 % des effectifs, et avec la revalorisation du minimum fonction publique, un agent débutant à l'échelle 3 devra attendre 13 ans pour un gain de 18€ net.

C'est une véritable remise en cause de la fonction publique de carrière. La précarité nous la connaissons bien dans la FPT, nous connaissons des cas de collègues fonctionnaires sur des emplois à temps non complet qui sont éligibles au RSA (ancien RMI) !!

La casse du service public, la révision générale des politiques publiques (RGPP) avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, la mise en place de la journée de carence en cas de maladie, l'augmentation des prix, la remise en cause de la protection sociale solidaire, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA qui va toucher les familles les plus démunies sont autant d'exemples des méfaits de cette politique libérale qui n'a de cesse que de satisfaire le secteur de la finance.

Prétextant la crise économique et financière, le gouvernement prend le parti d'accentuer les inégalités. La situation devient dramatique pour celles et ceux qui sont les plus en difficulté : les problèmes d'emplois, de logement, de santé touchent toutes les familles : ça ne peut plus durer !!

C'est pourquoi il faut changer de politique, changer de cap, pour une meilleure répartition des richesses, pour le développement des services publics, pour une fiscalité plus juste, pour plus de solidarités, pour une société qui réduise les inégalités.

Tout le contraire de la politique menée depuis 5 ans par Sarkozy et son gouvernement.

Ensuite, au-delà du vote, l'engagement de chacune et de chacun sera essentiel pour changer de politique.

Sommaire

- 2 Edito, Déclaration du SDU-CLIAS
- 3 à 7 Elections présidentielles

Rédaction

**Catherine ANGLELIO
Laurence TRUBLEREAU**

Élections présidentielles

FONCTION PUBLIQUE, EMPLOI, PRÉCARITÉ

La FSU demande l'arrêt des suppressions de postes et l'ouverture de postes répondant aux besoins.

Elle s'oppose à la multiplication massive des heures supplémentaires.

La FSU réaffirme son exigence d'une fonction publique sans délégation au privé, et sous statut pour l'ensemble de ses personnels. Elle s'oppose à la politique de la RGPP et à toutes les attaques contre les statuts.

La FSU demande qu'un plan massif de recrutement sous statut de fonctionnaire soit ouvert aux contractuels, aboutissant à leur titularisation. Ce plan devra s'accompagner de l'ouverture de plans de formation et de celle de postes à des concours réservés.

Sarkozy entend continuer sa politique de suppression d'un fonctionnaire sur deux, sauf dans le 1er degré de l'éducation. Il veut également poursuivre la mise en œuvre de son protocole qui exclut de l'accès au concours 2/3 des contractuels de l'éducation nationale.

Bien que défendant les concours et le statut, Bayrou n'aborde pas dans son programme, la question des contractuels. Il propose de remplacer la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux par un sur trois.

Hollande veut arrêter la suppression systématique d'un fonctionnaire sur 2, et redéployer des fonctionnaires à effectif constant en supprimant certains services. Le PS propose un plan de titularisation, à l'instar de ce qui a été fait avec la loi Sapin de 2001 avec des concours réservés.

Joly veut arrêter le non remplacement systématique d'un fonctionnaire sur 2. Elle a la volonté de résorber la précarité mais ne détaille pas les mesures qu'elle envisage. Elle veut mettre fin à la RGPP en créant un « bouclier services publics » garantissant l'égalité d'accès sur tout le territoire, notamment les zones urbaines sensibles et les territoires ruraux délaissés.

Poutou défend le statut des fonctionnaires et prévoit d'abroger la RGPP en rétablissant les postes supprimés et en embauchant massivement des fonctionnaires (150 000 enseignants, 120 000 dans la Fonction Publique Hospitalière, ...).

Arthaud prévoit de créer des emplois dans les services publics, entre autre pour résorber le chômage.

Mélenchon souhaite renforcer le statut de fonctionnaire d'État, titulariser tous les précaires de la Fonction Publique, stopper la RGPP, remplacer chaque départ à la retraite, rétablir tous les postes supprimés depuis 2007 et recruter dans l'Éducation Nationale ainsi que dans les secteurs où les besoins sont criants.

SALAIRES

La FSU demande l'arrêt du blocage des salaires, la revalorisation du point d'indice et le rattrapage des salaires par rapport aux pertes des années antérieures.

Elle demande que les grilles indiciaires soient reconsidérées au vu des qualifications.

La FSU demande l'ouverture de négociation.

Sarkozy propose une augmentation du temps de travail des enseignants du 2nd degré de 8 heures (environ 45%) pour une augmentation salariale de 25%.

A notre connaissance, Bayrou ne propose aucune mesure salariale à ce jour.

SMIC

Lors du congrès de 2010, la FSU a établi un mandat demandant un SMIC à 1500€ net.

Hollande propose d'indexer le SMIC non plus sur l'inflation mais sur la croissance, Poutou et Arthaud prônent un SMIC à 1700€ net et Mélenchon à 1700€ brut dès 2012, net en 2017. A notre connaissance, Joly ne fait aucune proposition sur le SMIC.

FONCTION PUBLIQUE

Hollande envisage une revalorisation du salaire des enseignants reconnaissant leur niveau de formation et prenant en compte de nouvelles organisations de leur service.

Mélenchon entend revaloriser les métiers de la fonction publique avec un plan pluriannuel de reconstruction de la grille de qualification avec augmentation du point d'indice.

A notre connaissance, les autres candidats n'ont fait aucune proposition précise.

Élections présidentielles

RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

La FSU demande l'abandon de la récente réforme des collectivités territoriales qui consacre le désengagement de l'Etat.

Joly veut organiser la France sur un modèle fédéral avec régionalisation renforcée, entérinant de fait le désengagement de l'Etat dans ses missions institutionnelles.

Bayrou souhaite quant à lui une décentralisation forte avec autonomisation des régions.

Sarkozy veut poursuivre la réforme des collectivités territoriales qui devront en outre participer à la réduction des effectifs.

Seuls Hollande et Mélenchon envisagent d'abroger cette réforme.

RETRAITES

La FSU réaffirme son opposition à la réforme systémique. Elle demande le retour à 60 ans pour l'âge légal de départ à la retraite à taux plein, avec une pension de 75% du dernier salaire après 37,5 annuités, la suppression de la décote et le rétablissement du dispositif de départ anticipé pour les mères de trois enfants ainsi que la validation gratuite de la durée d'assurance correspondant à la durée de formation.

Sarkozy et Bayrou sont pour le maintien des réformes de 1993, 2003 et 2010.

Bayrou a la volonté de mettre en place un système par points

Chez Hollande et Joly, le maintien de 41,5 annuités de cotisation est prévu avec un débat ultérieur sur la pénibilité et la décote pour le candidat du PS.

Artaud veut remplacer le système par répartition par un impôt sur le patronat.

En revanche, Mélenchon, Poutou sont globalement sur nos mandats, même si nous n'avons pas trouvé de précisions concernant le départ anticipé pour les mères de 3 enfants et la validation gratuite des années de formation.

SANTÉ

La FSU revendique une offre de soin prise en charge par l'assurance sociale, diversifiée et égale sur tout le territoire. Elle s'oppose à la logique marchande qui conduit à la fermeture de nombreux services au détriment d'un service public de proximité (Mondor, Charles Foix,...).

Elle demande l'abrogation de toutes les franchises médicales.

La FSU réaffirme que le financement de la protection sociale doit rester solidaire et donc être issu des cotisations sociales. Elle s'oppose à toute logique assurantielle, y compris pour la perte d'autonomie, ainsi qu'au concept de TVA sociale.

Sarkozy veut continuer à diminuer la prise en charge des soins par l'assurance sociale en instaurant le « juste soin » et favoriser les assurances privées: (création de maison avec des médecins libéraux pour désengorger les services d'urgence et réforme de la dépendance en 2013). Par ailleurs, il persiste dans son discours sécuritaire et culpabilisant au sujet des prétendus fraudeurs qui creuseraient le trou de la sécurité sociale.

Entre autre, Bayrou ne remet pas en cause les franchises médicales.

Joly respecte globalement nos mandats, à l'exception de son projet de prise en charge de la dépendance par une 5^{ème} branche de la sécurité sociale.

Hollande ne projette pas de supprimer les franchises médicales.

Poutou et Mélenchon sont globalement sur nos mandats.

Élections présidentielles

JUSTICE DES MINEURS

La FSU réaffirme que la justice des mineurs doit être basée sur le droit à l'éducation de tous les mineurs et défend le maintien des procédures spécifiques qui, depuis l'ordonnance de 1945, sont des principes constitutifs de la justice des mineurs en France. La FSU demande donc le maintien de la majorité pénale à 18 ans et le maintien de la responsabilité pénale à 13 ans.

Sarkozy et ses attaques contre la spécificité de la justice des mineurs et l'ordonnance de 1945 (suppression du poste de défenseur des enfants)

En revanche, les autres sont globalement sur nos mandats.

POLITIQUE DE STIGMATISATION

La FSU demande que soit mis fin aux politiques xénophobes de stigmatisation et de discrimination.

Elle exige que cessent les rétentions et les expulsions de sans papiers et demande leur régularisation.

A aucun moment, Bayrou et Sarkozy ne remettent en cause la politique migratoire actuelle.

Hollande est pour une régularisation au cas par cas «sur la base de critères objectifs »et pour le droit de vote aux élections locales des étrangers résidant en France depuis cinq ans.

Concernant les élections locales, Joly est sur la même position que Hollande.

Elle considère en revanche que le placement en centre de rétention doit être exceptionnel avec un contrôle renforcé des associations. Ce placement ne concernera en aucun cas les enfants, femmes enceintes, et personnes vulnérables

La régularisation des sans-papiers s'appuiera sur des critères objectifs tels que la présence sur le territoire depuis plus de 5 ans, la scolarisation d'un enfant ou encore le fait d'avoir un travail.

Poutou, Mélenchon et Arthaud veulent supprimer les centres de rétention et régulariser massivement , dans un cadre légal mettant fin au cas par cas , les sans papiers. Ils sont pour le droit de vote des étrangers à toutes les élections.

Élections présidentielles: EDUCATION

CARTE SCOLAIRE

La FSU demande l'abrogation de la libéralisation de la carte scolaire qui accentue la ghettoïsation.



Hormis Sarkozy, tous proposent des politiques pour favoriser la mixité dans les établissements.

Élections présidentielles : EDUCATION

La FSU milite pour l'enseignement obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. Elle s'oppose au concept d'égalité des chances qui renvoie la réussite à chacun et agit pour la réussite de tous les élèves.

MATERNELLE

La FSU demande que tous les enfants de 2 ans dont les parents le demandent aient une place à l'école maternelle

Hollande, Mélenchon, Poutou, Joly et Arthaud défendent notre mandat. De plus, Mélenchon et Hollande veulent rendre l'école obligatoire dès 3 ans.

Sarkozy persiste dans sa remise en cause de la scolarité des 2-3 ans; quant à Bayrou, il n'aborde pas la question.

ELEMENTAIRE ET COLLEGE

La FSU demande qu'une politique volontariste soit menée en faveur des RASED ; arrêt des fermetures de postes et réouvertures répondant aux besoins, formation des enseignants spécialisés. Elle s'oppose au démantèlement de l'éducation prioritaire. Elle demande plus de maîtres que de classes.

La FSU réaffirme son attachement au collège unique.

Elle demande l'abandon du socle commun et du livret de compétences. Elle demande que soit pensée une culture commune intégrant une redéfinition des programmes qui prennent en compte la transdisciplinarité.

Pour la FSU, le collège doit rester ancré dans le second degré, les professeurs doivent rester polyvalents.

Sarkozy est pour l'école du socle et renonce au collège unique, en réhabilitant une orientation en fin de 5ème et en instaurant la bivalence au collège. Prenant l'exemple de la Corée du Sud, il affirme qu'il n'y a pas de lien systématique entre les effectifs et la réussite scolaire.

Bayrou continue de distinguer la primaire du collège, et propose de remédier à la difficulté scolaire par une pédagogie adaptée, aussi bien en primaire qu'au collège.

Le PS propose la participation d'enseignants du primaire au collège et réciproquement, ainsi qu'une formation initiale et continue partiellement commune. Il propose la mise en place de dispositifs RASED en les adaptant. Au collège, il propose que les élèves bénéficient d'un enseignement commun large faisant une place importante, aux côtés des enseignements généraux, à la culture technologique et professionnelle. Hollande ne se prononce pas pour l'abandon du socle commun.

Joly propose de créer l'École Fondamentale, regroupant les enseignements primaire et secondaire pour scolariser les enfants de 6 à 16 ans sans rupture ni sélection. Il faut diversifier les modes de prise en charge de la difficulté scolaire et s'appuyer sur des équipes de professionnels (comme l'a montré l'expérience des RASED).

Mélenchon veut refonder l'école sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. L'école doit se faire à l'école. Dans le cadre d'une culture commune ambitieuse, les mêmes programmes doivent être enseignés à tous jusqu'à la fin du collège, pour que l'orientation dans les différentes voies soit un vrai choix.

Le NPA s'oppose au socle commun et au livret de compétences.

FORMATION DES ENSEIGNANTS

La FSU demande que les professeurs stagiaires assurent au maximum 1/3 de leur service en responsabilité et que les 2/3 du temps restant soient passés en formation pédagogique dans le cadre d'IUFM rénovés. Elle s'oppose à ce que les étudiants en M1 aient des classes en responsabilité.

Si les propositions des uns et des autres ne sont pas très précises, tous, sauf Sarkozy, dénoncent la suppression de la formation et souhaitent sa reconstruction.

Élections présidentielles : EDUCATION

LYCEES

La FSU demande l'abandon de l'actuelle réforme des lycées, et en particulier celui de la gestion locale des heures d'enseignement en petits groupes, les heures d'aide personnalisée non disciplinaires. Elle demande une orientation forte pour le développement de la voie technologique.

LP : la FSU demande l'abandon de la réforme généralisant le Bac Pro 3 ans et le retour du BEP comme diplôme reconnu dans le cadre des conventions collectives. Elle demande le retour à des examens à caractère national et donc l'abandon des CCAF. Elle s'oppose au lycée des métiers et à la « mixité » des publics. Elle réaffirme son attachement à la formation professionnelle initiale publique, contre l'apprentissage.

Sarkozy veut continuer la réforme des lycées en renforçant l'autonomie des établissements et du chef d'établissement qui pourrait recruter librement son équipe. Après avoir supprimé une année de formation pour les élèves de Bac pro, Sarkozy veut rendre obligatoire l'alternance en dernière année de Cap et de Bac Pro. Il souhaite que tous les lycées des métiers soient en mesure de proposer des formations par apprentissage ou des formules mixtes.

Bayrou veut limiter l'emploi du temps des élèves à 28 heures maximum et rétablir l'histoire- géographie en Terminale S. Il veut développer l'apprentissage et l'enseignement en alternance.

Pour Joly, les études au lycée doivent prendre la forme d'un parcours personnel comportant des modules interdisciplinaires. Elle propose qu'une partie du bac passe par la validation d'unités capitalisables. Afin de revaloriser l'enseignement technologique et professionnel, elle demande que le socle commun inclue pour tous les savoirs manuels ainsi qu'un véritable contact avec le monde professionnel.

Le PS évaluera la mise en place des réformes actuelles avant d'engager les adaptations nécessaires. Il continuera à remettre à plat les formations professionnelles en concertation avec les entreprises. Il entérine la création du lycée des métiers.

Pour Mélenchon, il faut porter la scolarité obligatoire à 18 ans. L'investissement dans l'enseignement professionnel sera augmenté de 50% pour que les enseignements techniques, professionnels et généraux soient d'égale qualité.

Poutou refuse l'apprentissage par les chambres de commerce. Tous les organismes de formations professionnelles doivent être nationalisés et déboucher sur des diplômes nationaux permettant des négociations salariales claires.

Les jeunes doivent pouvoir acquérir ensemble une éducation commune avant le choix d'un parcours professionnel. C'est pourquoi le NPA refuse toute orientation ou sélection avant 18 ans.

TEMPS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS

Il est défini dans les obligations de service statutaire et ne saurait souffrir aucune annualisation. La FSU s'oppose par ailleurs à une réorganisation du temps de travail qui conduirait à une remise en cause du métier.

Sarkozy propose aux enseignants du 2nd degré de travailler 26 heures pour gagner 25% de plus.

Bayrou propose de réaménager le temps de travail sur la base du volontariat.

Le PS veut ouvrir le chantier des missions et de l'organisation du service des enseignants, en incluant dans le temps de service toutes les missions à assurer par les enseignants. Il souhaite par ailleurs augmenter le nombre de jours de cours dans l'année en raccourcissant les vacances d'été.

Joly veut également réformer le statut enseignant dans le sens d'une plus grande présence dans l'établissement, estimant que la définition des compétences, du statut et du service des enseignants ne correspond plus à la mission qui doit être la leur dans l'école d'aujourd'hui, en particulier pour les professeurs du secondaire. Tout comme Hollande, elle veut réduire les vacances d'été.

Pour Mélenchon, il n'est pas question d'accroître la charge de travail ou de diversifier les tâches.

